



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Opération Barkhane au Mali

Question au Gouvernement n° 3666

Texte de la question

OPÉRATION BARKHANE AU MALI

M. le président. La parole est à M. Bastien Lachaud.

M. Bastien Lachaud. Depuis le début de l'année, cinq soldats français ont perdu la vie au Mali. Nous nous inclinons respectueusement devant leur mémoire et rendons hommage à leur sacrifice. Nous faisons aussi des vœux pour le rétablissement des six soldats blessés vendredi dernier, et nous saluons leur héroïsme. *(Applaudissements sur de nombreux bancs.)* Nous pensons à toutes les victimes de ce conflit, à la centaine de Nigériens assassinés il y a près d'une semaine, mais aussi aux victimes innocentes qui pourraient figurer parmi les morts et blessés du village de Bounti.

En réalité, nous n'avons jamais cessé d'y penser. Dès 2017, nous avons demandé un débat parlementaire à propos de cette guerre. En 2018, nous avons demandé un bilan stratégique des opérations extérieures, car une guerre dont le but n'est pas clairement formulé ne peut être remportée. En 2019, nous demandions d'élaborer un plan pour une sortie ordonnée du Mali. Vous avez fait tout le contraire.

Le Gouvernement conduit cette guerre au coup par coup, sans vision, sans objectif, sans plan. Même l'idéal démocratique en a disparu puisque Barkhane dépend notoirement de la coopération d'un dictateur comme Idriss Déby, auquel le Premier ministre a rendu visite dans son village il y a dix jours.

M. Loïc Prud'homme. Exactement !

M. Bastien Lachaud. Il y a un an, Emmanuel Macron a décidé seul qu'il fallait envoyer 600 soldats de plus au Mali ; le Gouvernement envisage désormais de les en faire revenir. Pourquoi ? La situation s'est-elle améliorée ? Le nombre des terroristes, leur capacité d'attraction, leurs moyens de nuire ont-ils durablement diminué ? Leur zone d'influence ne s'est-elle pas étendue au Niger ou au Burkina Faso ? S'avérerait-il que l'option militaire n'est finalement pas pertinente pour régler les problèmes auxquels font face le Mali et ses voisins ? Emmanuel Macron ne chercherait-il plus désormais qu'à ne pas perdre la face ? Comment le savoir ?

Madame la ministre, êtes-vous seulement en mesure de nous dire quand et à quelles conditions vous jugerez la mission accomplie ? Quelle est donc votre feuille de route pour mettre fin à ce terrible gâchis ? Quand la représentation nationale se prononcera-t-elle enfin sur cette guerre ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe FI et sur quelques bancs du groupe GDR.)*

M. le président. La parole est à Mme la ministre des armées.

Mme Florence Parly, ministre des armées. Permettez-moi de m'associer à l'hommage émouvant qui a été

rendu aujourd'hui même dans votre hémicycle à la mémoire des cinq soldats qui sont tombés pour la France.

Tout d'abord, monsieur le député, à quelques minutes d'une audition qui va démarrer devant votre commission de la défense nationale et des forces armées, à l'occasion de laquelle je vais comme toujours avec plaisir me prêter au feu régulier des questions – sur ce sujet de l'opération Barkhane, les questions sont légitimes et nous avons déjà eu de nombreux échanges à ce propos –, je voudrais rappeler quelques points.

Premièrement, ces cinq militaires qui ont laissé la vie se sont battus contre le terrorisme. Qu'est-ce que le terrorisme ? Ce sont des groupes qui veulent infliger aux populations civiles locales la terreur et le chaos.

M. Sylvain Maillard. Eh oui !

Mme Florence Parly, ministre. Deuxièmement, contre qui nous battons-nous ? Nous nous battons contre des groupes inféodés à deux grandes organisations, Al-Qaïda et Daech, qui ont déjà frappé la France, l'Europe mais aussi ces pays dans lesquels nous intervenons – rappelez-vous les attentats de Grand-Bassam, de Bamako et de Ouagadougou.

Enfin, je voudrais aussi penser aux victimes civiles. Vous avez rappelé à juste raison le massacre dont ont été victimes 100 Nigériens il y a quelques jours, qui fait suite à de nombreux autres massacres – il y a un an, au Burkina Faso, des exactions épouvantables ont été conduites contre des populations civiles.

Si ces groupes gagnent, ils risquent de s'étendre à toute l'Afrique de l'Ouest.

M. Loïc Prud'homme. C'est déjà le cas !

Mme Florence Parly, ministre. Si l'Afrique de l'Ouest est déstabilisée, c'est évidemment un risque pour l'Europe. Au fond, voilà la question qui se pose à nous, monsieur le député – je la pose et nous en débattons plus tard ensemble : tout en sachant que notre présence n'est pas éternelle, comme je l'ai toujours dit, pensez-vous pouvoir dire aux Français qu'ils seraient plus en sécurité si Barkhane se retirait demain ?

(Applaudissements sur de nombreux bancs des groupes LaREM et Dem ainsi que sur quelques bancs du groupe UDI-I. – Exclamations sur quelques bancs du groupe FI.)

Données clés

Auteur : [M. Bastien Lachaud](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (6^e circonscription) - La France insoumise

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3666

Rubrique : Défense

Ministère interrogé : Armées

Ministère attributaire : Armées

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [13 janvier 2021](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [13 janvier 2021](#)